



2023

Internationale de l'Éducation
9^e Congrès mondial

En ligne – Juillet 2023

Actes du congrès



Education International 9th World Congress 2023 | Internationale de l'Éducation 9^e Congrès mondial 2023 | Internacional de la Educación 9^o Congreso mundial 2023



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Table des matières

1^{re} séance plénière du congrès	3
1.1 Ouverture et discours de la présidente	3
1.2 Adoption de l'ordre du jour et du règlement des débats	5
1.3 Rapport du Comité de vérification des pouvoirs	5
1.4 Adoption du règlement des débats	5
1.5 Adoption d'une clause relative aux crises, en tant qu'amendement aux statuts et au règlement intérieur	6
1.6 Adoption d'une résolution habilitante limitant les activités de cette session ordinaire du congrès mondial et prolongeant le mandat du Bureau exécutif	6
1.7 Rapport d'activités 2015-2019	7
2^e séance plénière du congrès	11
2.1 Rapport d'activités 2015-2019 (suite)	11
2.2 Réponse à la discussion générale concernant le rapport d'activités	12
2.3 Rapport financier 2019-2022	13
2.4 Adoption des résolutions relatives aux auditeurs externes et au Comité d'audit interne	14
2.5 Présentation du programme et du budget 2024-2028	14
3^e séance plénière du congrès	18
3.1 Présentation du programme et du budget 2024-2028 (suite)	18
3.2 Réponse à la discussion générale concernant le programme et le budget 2024-2028	19
3.3 Adoption de la résolution relative au remplacement de la version actuelle des statuts et du règlement intérieur par une version simplifiée	20
3.4 Remarques conclusives de la présidente	23

Membres du Bureau exécutif

Présidente

Susan Hopgood (AEU/Australie)

Secrétaire Général

David Edwards (NEA/USA)

Vice-président·es

Mugwena Maluleke (SADTU/Afrique du Sud)

Masaki Okajima (JTU/Japon)

Marlis Tepe (GEW/Alemania)

Roberto Franklin de Leão (CNTE/Brésil)

Lily Eskelsen García (NEA/USA)

Sièges régionaux Afrique

Yohannes Benti Chokorso (ETA/Ethiopie)

Marième Sakho Dansokho (SYPROS/Sénégal)

Sièges régionaux Asie-Pacifique

Hyunjin Kim (KTU/République de Corée)

Ram Pal Singh (AIPTF/Inde)

Sièges régionaux Europe

Johanna Jaara Åstrand (Läraryrbundet/Suécia)

Sławomir Broniarz (ZNP/Polonia)

Sièges régionaux Amérique Latine

Nelson Alarcón (FECODE/Colombie)

Sonia Alesso (CTERA/Argentine)

Sièges régionaux Amérique du Nord et Caraïbes

Dianne Woloschuk (CTF-FCE/Canada)

Randi Weingarten (AFT/USA)

Cargos abiertos

Jalila Mohammed Ridha al-Salman (BTA/Bahrein)

Raymond D. Basilio (ACT/Philippines)

Mary Bousted (NEU/United Kingdom)

Alfonso Cepeda Salas (SNTE/Mexique)

Steffen Handal (UEN/Norvège)

Manuela Mendonça (FENPROF/Portugal)

Nadine A. Molloy (JTA/Jamaïque)

Helene Nekarmbaye (SET/Tchad)

Marjolaine Perreault (CSQ/Canada)

Roberto Trochez (COPROSUMAH/Honduras)



1^{re} séance plénière du congrès

Jour 1 – Mardi 11 juillet 2023

1.1 Ouverture et discours de la présidente



Organisé pour la première fois en ligne (sur [Zoom](#)), le 9^e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation a débuté par un rappel à l'ordre de la présidente de l'Internationale de l'Éducation (IE) **Susan Hopgood**, suivi d'une performance musicale enregistrée en vidéo, réalisée par les élèves de la classe de marimba de l'école primaire de Sekampaneng, située à Pretoria, en Afrique du Sud.



Le secrétaire général de l'IE **David Edwards** a remercié leur professeure **Zephora Letshwene** et le vice-président **Mugwena Maluleke** d'avoir organisé cet enregistrement spécialement pour ce congrès et a ensuite annoncé le discours d'ouverture de la présidente Susan Hopgood.

Susan Hopgood a indiqué que l'IE reporterait les élections et l'examen des résolutions au 10^e Congrès mondial, convoqué à Buenos Aires.



Elle a parlé des impacts inégaux de la COVID-19 et a salué la coopération de l'IE avec les Nations Unies (ONU) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais une autre crise subsiste, celle concernant « *la capacité des gouvernements à préserver et à faire progresser le bien commun et la capacité des citoyennes et des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement* ».

Les ressources publiques pour le secteur de l'éducation sont en baisse, a-t-elle souligné, tandis que les écoles des



pays à faible revenu manquent souvent d'électricité, d'eau et d'infrastructures sanitaires. On observe également une pénurie mondiale de personnels enseignants qualifiés. Les filles sont les premières touchées par ces pénuries.

Les causes de cette situation sont notamment les conditions de prêt imposant aux gouvernements de resserrer au maximum les budgets du secteur public, ainsi que l'évasion fiscale et les technologies coûteuses mais décevantes.

Hopgood a déclaré : « *Les gouvernements et les institutions financières mondiales sont très prompts à utiliser le mot "coût", mais nous n'entendons que rarement le mot "valeur".* »

» Le problème n'est pas un manque de ressources, a-t-elle poursuivi, mais bien « *un manque de volonté politique pour faire de l'éducation la priorité dont le monde a besoin* ».

Hopgood a souligné un problème plus important encore : « *L'investissement dans le bien commun est essentiel à la démocratie.* » Un groupe de haut niveau des Nations Unies examine actuellement les rôles et besoins des enseignant·e·s, une initiative que Hopgood considère comme une « *percée* » dans la mesure où les personnels enseignants « *doivent être soutenus, valorisés et payés à leur juste valeur* » et bénéficier d'une charge de travail gérable et de conditions d'emploi appropriées. Elle a ajouté : « *L'éducation de qualité va de pair avec un enseignement de qualité pour chaque élève et en toutes circonstances.* »

Les enseignant·e·s doivent faire entendre leur voix pour promouvoir les changements en faveur d'un monde durable. Elle a demandé instamment aux organisations membres de répondre à l'enquête sur la condition du personnel enseignant et de participer à la campagne de l'IE « *La force du public : ensemble on fait école !* ».

Les systèmes d'enseignement publics jouent « *un rôle indispensable pour promouvoir les droits humains, l'équité et l'égalité, la paix, la démocratie et la justice climatique* », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter : « *En développant nos syndicats et en valorisant nos professions, nous construisons et défendons la démocratie.* »

Nous devons utiliser le pouvoir dont nous disposons au sein de nos syndicats et de nos communautés : « *Cher·ère·s collègues, nous devons jouer un rôle de premier plan. C'est notre défi. Mais c'est aussi notre force.* »

Par la suite, concernant les procédures, Hopgood a abordé les aspects techniques du format en ligne de ce congrès et a procédé à un vote d'essai.

1.2 Adoption de l'ordre du jour et du règlement des débats

La présidente a proposé d'adopter l'ordre du jour du 9e Congrès mondial. L'ordre du jour a été présenté par **Roberto Franklin de Leão**, vice-président, et appuyé par Marjolaine Perrault, membre du Bureau exécutif. Aucune modification des règles n'a été proposée.

L'ordre du jour a été adopté.

1.3 Rapport du Comité de vérification des pouvoirs

La présidente du Comité de vérification des pouvoirs **Johanna Jaara Åstrand**, vice-présidente, a présenté le rapport.

Des représentant·e·s des différentes régions de l'IE et de la *Structure interrégionale des pays arabes* (SIRPA) ont participé à la réunion du comité du 10 juillet. Duncan Smith, Guntars Catlaks et Stéphane Ponsard y ont participé depuis le Secrétariat. Le comité s'est déclaré satisfait des informations communiquées par le Secrétariat concernant les paiements, les cotisations syndicales, les délégué·e·s et les votes.

L'IE a adressé un courrier à 17 organisations dont les délégations comptaient moins de 50 % de femmes, leur demandant de fournir un justificatif par écrit et de préciser les mesures proactives qu'elles envisageaient de prendre pour améliorer la parité hommes-femmes à l'avenir. Deux organisations ont apporté des corrections et montré que le quota de 50 % de femmes était atteint au sein de leurs délégations. Six ont fourni des justificatifs et deux d'entre elles ont apporté des modifications pour atteindre la parité hommes-femmes. Les justificatifs seront examinés par le Bureau exécutif en novembre 2023.

Le rapport du Comité de vérification des pouvoirs a été présenté par Johanna Jaara Åstrand et appuyé par **Hélène Nekarmbaye**, membre du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté.

1.4 Adoption du règlement des débats

L'adoption du règlement des débats a été proposée par **Hideyuki Shimizu**, vice-président, et appuyée par **Sonia Alesso**, membre du Bureau exécutif.

Shimizu a indiqué que le règlement des débats était différent pour ce congrès en raison de son format plus court, ne



permettant pas l'examen des résolutions politiques et des amendements.

Le règlement des débats a été adopté.

1.5 Adoption d'une clause relative aux crises, en tant qu'amendement aux statuts et au règlement intérieur

L'amendement proposé constituera un nouvel article 27, permettant au Bureau exécutif de prendre des décisions exceptionnelles pour répondre à certaines crises telles que la pandémie de COVID-19.

Mugwena Maluleke, vice-président, a présenté l'amendement. Il a fait remarquer que, en vertu des statuts de l'IE, un congrès doit être organisé au moins tous les quatre ans mais que, en raison des restrictions de voyage imposées par la COVID-19 et de l'accès limité aux vaccins, cette échéance n'avait pas pu être respectée.

Manuela Mendonça, membre du Bureau exécutif, a appuyé l'amendement, précisant que l'IE devrait pouvoir se concentrer sur les moyens de répondre aux crises sans en subir indûment les contraintes. Elle a cependant ajouté que l'amendement proposé ne devrait être appliqué que dans des situations exceptionnelles.

Magope Maphila (SADTU/Afrique du Sud) s'est déclaré en faveur de l'amendement et a rappelé les mesures de précaution adoptées en Afrique du Sud pour répondre à la pandémie de COVID-19.

Lasse Bjerg Jørgensen (BUPL/Danemark) a soutenu l'amendement afin que le Bureau exécutif puisse disposer d'une marge de manœuvre, mais a demandé de le reformuler plus clairement et de l'examiner au prochain congrès.

L'amendement a été adopté.

1.6 Adoption d'une résolution habilitante limitant les activités de cette session ordinaire du congrès mondial et prolongeant le mandat du Bureau exécutif

RÉSOLUTION HABILITANTE N° 1 LIMITANT LES ACTIVITÉS DE CE CONGRÈS MONDIAL ET PROLONGEANT LE MANDAT DU BUREAU EXÉCUTIF

Le secrétaire général **David Edwards** a présenté la résolution visant à limiter les activités de ce 9^e Congrès mondial et à

prolonger le mandat du Bureau exécutif actuel. Il a souligné qu'un congrès en ligne présentait des difficultés pour les personnes participant dans des fuseaux horaires différents, leur imposant des horaires parfois très matinaux ou très tardifs. Il a expliqué que le Bureau exécutif avait estimé que ce congrès devrait limiter les sujets à traiter, dans la mesure où il est préférable d'examiner en personne les affaires telles que les résolutions et les élections.



Marième Sakho Dansokho, membre du Bureau exécutif, a appuyé cette résolution et a rappelé que les protocoles COVID avaient été appliqués de manière inégale dans les pays africains, entravant les déplacements et rendant donc nécessaire l'organisation d'un congrès en ligne. Elle a cependant épingle les défis technologiques que suppose un tel format, estimant préférable, elle aussi, de limiter les activités du congrès actuel.

La résolution habilitante n° 1 a été adoptée.

1.7 Rapport d'activités 2015-2019



Le secrétaire général de l'IE **David Edwards** a présenté le rapport d'activités pour la période 2015-2019, en précisant qu'il s'agissait d'une version limitée pour ce congrès, un rapport plus complet devant être présenté au 10^e Congrès mondial de Buenos Aires en 2024.

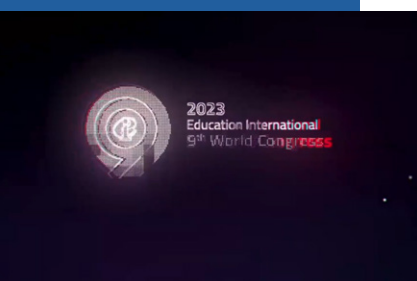
Edwards a demandé d'observer une minute de silence en hommage aux collègues ayant succombé à la COVID-19. Il s'est félicité de l'engagement de l'IE à apporter une réponse mondiale.

Il a déclaré : « *Face à une crise, nous ne restons jamais bras croisés. Nous nous mobilisons.* » Au cours de ces dernières années, l'IE a participé à de nombreux événements visant à faire progresser l'éducation et la situation des femmes, tels que la Commission de la condition de la femme des Nations Unies ou la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur.

La migration et les réfugié·e·s ont été au centre de l'attention aux États-Unis, en Turquie, au Liban, au Soudan, en Ukraine et en Syrie, entraînant des conditions difficiles pour l'éducation. L'IE a également fait en sorte que les enseignant·e·s touché·e·s par une crise puissent percevoir leurs arriérés de salaire et a mené des activités pour lutter contre le travail forcé et le travail des enfants.

Une délégation s'est rendue en Ukraine : « *Nous avons été les témoins d'un peuple doté d'un incroyable courage et exprimant pleinement les valeurs syndicales dans sa lutte contre sa propre éradication et la défense de la démocratie.* » Au Myanmar, l'IE a œuvré en faveur de la stabilité et de la libération des prisonnier·ère·s politiques.





Mais les pressions antidémocratiques s'intensifient. Edwards a évoqué le démantèlement du syndicat de l'enseignement à Hong Kong, la nécessité d'observer la situation en Afghanistan, les attaques visant les syndicats au Bélarus, ainsi que les menaces qui pèsent sur les dirigeant·e·s syndicaux·ales en Eswatini.

En Ouganda, des enseignant·e·s ont été victimes d'intimidations et une école a été le théâtre d'une attaque meurtrière. Au Mali, de nombreuses écoles ont été contraintes de fermer leurs portes à la suite de menaces ou d'attaques. Par ailleurs, l'IE a demandé aux autorités israéliennes de protéger les élèves en Palestine. Des violations des droits syndicaux sont également à déplorer au Bahreïn, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie et au Liban. L'IE a fait pression sur l'Iran pour obtenir la libération de syndicalistes en détention et protéger les droits à la liberté de réunion. En Haïti, l'IE a mis sur pied un fonds de solidarité.

Edwards a souligné que « *parfois, le progrès se traduit simplement par une absence de guerre ou une victoire pour l'État de droit* », comme en Éthiopie, au Brésil et à Fidji. Il a évoqué les avancées réalisées au Népal et au Maroc, ainsi que la délégation envoyée en Argentine et en Uruguay pour lutter contre la privatisation. Il a souligné : « *L'éducation est le fondement de toute entreprise humaine et doit être ancrée dans les discours ambitieux entourant chaque priorité pour l'avenir.* » L'IE a, en outre, publié un manifeste sur le climat et organisé des ateliers.

L'éducation, a-t-il poursuivi, est le catalyseur qui nous permettra d'atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Cela nécessite un meilleur financement, une plus grande responsabilité des entreprises et un plus grand respect des obligations des gouvernements : « *Un nouveau contrat social axé sur la valeur de la collecte et du déploiement de l'argent du peuple pour le bien public.* » Il a recommandé de lutter contre la manipulation des systèmes financiers et l'évasion fiscale.

Les enseignant·e·s doivent s'organiser et se mobiliser : « *La voie vers un avenir durable et le respect de nos droits en tant que citoyennes et citoyens du monde passe aussi par le respect de nos droits syndicaux. Cette voie, c'est la démocratie.* » Le nouveau groupe des Nations Unies se penchera sur les pénuries d'enseignant·e·s, le professionnalisme et le financement public. « *Pour la première fois, un accord de haut niveau reconnaît que l'éducation est un investissement et que les personnels enseignants en sont la composante essentielle* », a-t-il souligné.

Pour faire progresser la technologie, a précisé Edwards, il importe de faire valoir l'équité. La privatisation gagne du terrain

en raison d'un sous-financement chronique de l'enseignement public. L'IE doit « *être une force non seulement pour l'éducation et le développement durable, mais aussi pour la démocratie* ».

« *Nous continuons à faire la différence dans le monde entier. Et nous ne nous arrêterons pas.* »

Interventions



Julian Farges (SNES-FSU/France) a discuté des problèmes d'austérité, de la fraude fiscale et de la COVID-19. En France, le système d'enseignement public a perdu l'équivalent de 1 % du PIB national au cours de ces dernières années. La population ne peut continuer à faire les sacrifices qu'elle a faits durant la pandémie, a-t-il déclaré, et les enseignant·e·s doivent protéger les élèves contre la montée des pouvoirs autocratiques.



Unifah Rosyidi (PGRI/Indonésie) a fait remarquer que les inégalités s'étaient accentuées durant la pandémie. À l'heure où le système éducatif se reconstruit, a-t-elle indiqué, il nous faut faire mieux, en investissant davantage dans l'enseignement, en luttant contre la fracture numérique et en apportant un soutien aux élèves défavorisé·e·s.



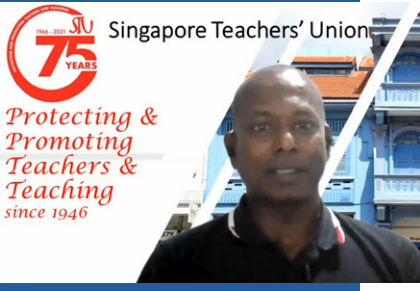
Correna Haythorpe (AEU/Australie) a cité les problèmes que connaît la région Asie-Pacifique, notamment la privatisation, les pénuries d'enseignant·e·s, l'effritement des normes et les atteintes aux syndicats et aux droits humains. La justice climatique demeure une crise permanente.



Maïke Finnern (Bureau exécutif) souhaite que l'éducation soit un droit humain et considère qu'elle ne doit pas être privatisée. L'Allemagne a apporté une aide à la Turquie et à la Syrie au lendemain du tremblement de terre, a-t-elle déclaré, et continue à aider les collègues en Ukraine. L'IE devrait également faire pression sur l'Iran et le Bélarus pour faire respecter les droits syndicaux.



Tsukasa Takimoto (JTU/Japon) a déclaré que la région Asie-Pacifique souffrait d'un manque de financement pour le secteur de l'éducation. Dans la mesure où cette région est la plus exposée au changement climatique, a-t-il déclaré, les enseignant·e·s accordent la priorité à cette question et soutiennent l'éducation au Cambodge, aux Philippines, au Myanmar et en Afghanistan.



Manuela Mendonça (Bureau exécutif) a mentionné les liens plus étroits entre l'IE et les organisations lusophones, de même que les projets d'organisation syndicale dans certains pays africains.

Mike Thiruman (STU/Singapour) a salué le travail de l'IE et a souligné l'impact de la pandémie sur le bien-être des enseignant·e·s.



Grace Nyongesa (UASU/Kenya) a remercié l'IE pour le soutien apporté dans le cadre de la lutte contre la privatisation des universités publiques au Kenya. Elle craint que la privatisation ne se solde par des pertes d'emplois, une détérioration de la qualité de l'enseignement et de nouveaux obstacles pour les personnes défavorisées.

Les autres interventions ont été reportées au jour suivant. La première journée de congrès a été clôturée.





2^e séance plénière du congrès

Jour 2 – Mercredi 12 juillet 2023

2.1 Rapport d'activités 2015-2019 (suite)

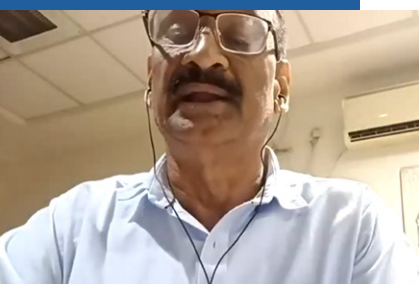
D'autres délégué·e·s ont fait des interventions dans le cadre de la poursuite de l'examen du rapport d'activités.



Alfonso Cepeda Salas (Bureau exécutif) a félicité l'IE pour son travail en faveur de l'enseignement public et du syndicalisme. Il a demandé à l'IE de se pencher également sur les avantages sociaux des personnels de l'éducation, tels que le logement et les soins de santé.



Sławomir Broniarz (Bureau exécutif) a discuté des pénuries d'enseignant·e·s, de la nécessité d'améliorer les salaires et les conditions de travail. Il craint de voir la numérisation exclure certain·e·s élèves. Il a remercié toutes les personnes qui se sont employées à soutenir les enfants ukrainiens.



Kamala Kanta Tripathy (AIPTF/Inde) a discuté des problèmes en Inde : le financement insuffisant de l'éducation (à peine 3 % du PIB), l'importance de la charge de travail, l'absence de prestations de retraite, le recours trop fréquent aux enseignant·e·s contractuel·le·s et le spectre de la privatisation qui menace l'éducation. Il s'est félicité de la campagne « *La force du public : ensemble on fait école !* » et a annoncé une marche d'un mois pour le financement de l'enseignement et l'investissement dans les enseignant·e·s.



Richard Gundane (ZIMTA/Zimbabwe) a évoqué les problèmes climatiques, notamment les cyclones et les effets du phénomène El Niño. Il a souligné la nécessité d'améliorer les politiques pour l'éducation au climat et une transition juste. Le Zimbabwe prévoit de graves sécheresses pour l'année à venir, mais les ressources financières du gouvernement demeurent insuffisantes pour y faire face.

2.2 Réponse à la discussion générale concernant le rapport d'activités



En réponse aux interventions, le secrétaire général **David Edwards** a examiné plusieurs des préoccupations exprimées.

S'agissant du changement climatique, il a fait référence à la campagne « *Enseignez pour la planète* » et a rappelé que la campagne « *La force du public* » se pencherait sur les dépenses engagées par les pays dans le cadre des subventions aux combustibles fossiles et sur l'importance du désinvestissement. Les points de vue des enseignant·e·s, a-t-il déclaré, doivent être pris en compte dans le cadre des partenariats multipartites pilotés par l'UNESCO.

Selon Edwards, le bien-être est passé au premier plan durant la pandémie, dans tous les domaines de travail. Un deuxième baromètre de la santé et du bien-être sera publié le 10 octobre prochain, a-t-il déclaré, rappelant l'importance du bien-être dans l'enquête mondiale sur la condition des enseignant·e·s.

Il a précisé que l'IE avait établi des principes pour les discussions du Groupe de haut niveau des Nations Unies concernant la charge de travail, les rémunérations, les conditions de travail, les technologies, l'IA et la numérisation. Dans la mesure où les recommandations du groupe nécessitent un financement, il a attiré l'attention sur la campagne « *La force du public* ».

S'agissant de la protection sociale, il a déclaré que certains pays sont confrontés à des problèmes liés aux fonds de retraite et de pension des enseignant·e·s, tandis que d'autres doivent encore trouver des solutions pour remédier à la pauvreté des enseignant·e·s et à l'absence de filets de sécurité sociale.

David Edwards a proposé que le rapport d'activités soit accepté, proposition appuyée par **Randi Weingarten**, membre du Bureau exécutif.



Weingarten a discuté des mesures à la fois rapides et concrètes prises par l'IE pour répondre aux catastrophes naturelles, aux guerres et aux atteintes à la démocratie. Saluant l'ampleur et la profondeur du travail présenté dans le rapport d'activités de David Edwards, elle a mis l'accent sur les efforts déployés par l'IE

pour atténuer les problèmes liés au changement climatique, aider les personnes victimes de la guerre ou contraintes au déplacement, établir le lien entre éducation et démocratie et collaborer avec d'importantes organisations mondiales pour apporter le changement.

Le rapport d'activités a été adopté.

2.3 Rapport financier 2019-2022



Lily Eskelsen García, présidente de la Commission des finances et vice-présidente, a présenté les états financiers de l'IE. Elle a précisé que, en raison de l'ordre du jour limité de ce congrès, il a été proposé que l'IE prévoie un programme et un budget intermédiaires pour 2024 et prolonge d'un an le mandat du Comité d'audit interne et celui des auditeurs externes. Les rapports complets des audits interne et externe seront communiqués au 10^e Congrès mondial présentiel.

Présentant un rapport par conséquent limité, elle a annoncé que, malgré l'inflation et l'augmentation des coûts liées à la COVID-19 et aux difficultés économiques et politiques, les finances de l'IE demeuraient généralement stables et que les cotisations syndicales perçues couvraient les dépenses budgétisées chaque année.

Elle a précisé que les états financiers audités et les rapports intermédiaires pour les années écoulées depuis 2019 figuraient parmi les documents du congrès, ainsi qu'un résumé fourni par le Comité d'audit interne.

Les bilans financiers affichent un solde positif pour le revenu et les dépenses, ainsi que pour le passif et l'actif.

Les auditeurs externes ont estimé que les états financiers donnaient une image fidèle de l'avoir net de l'IE et de sa situation financière, conformément au cadre de présentation des rapports appliqué en Belgique. Le Comité d'audit interne n'a pas pu se réunir en 2020 en raison des restrictions liées à la COVID-19, mais il s'est réuni à trois reprises au cours des années suivantes pour examiner et approuver les états financiers annuels intermédiaires audités. Ces états financiers ont ensuite été examinés et acceptés par la Commission des finances et le Bureau exécutif.

En conclusion, elle a souligné : « *La situation financière générale de l'IE est bonne et les comptes sont ordonnés et bien gérés.* »

Eskelsen García a proposé que le rapport sur les états financiers 2019-2022 soit accepté, proposition appuyée par **Jalila Al Salman**, membre du Bureau exécutif.

Le rapport a été adopté.

2.4 Adoption des résolutions relatives aux auditeurs externes et au Comité d'audit interne

Normalement, durant un congrès, les auditeurs externes sont désignés, tandis que les membres du Comité d'audit interne sont élu·e·s pour les quatre années suivantes. Étant donné que le programme de ce congrès a été abrégé et que le prochain aura lieu en personne dans un an, deux résolutions ont été proposées pour prolonger d'un an le mandat des auditeurs externes et celui du Comité d'audit interne.

RÉSOLUTION HABILITANTE N° 2 PROLONGEANT LE MANDAT DES AUDITEURS EXTERNES

L'an dernier, la conduite de l'audit externe a été confiée au cabinet de consultance Ernst & Young (EY). Cette résolution lui permet de poursuivre ses activités en 2023 et de présenter au prochain congrès un rapport portant sur les cinq années écoulées depuis 2019.

Cette résolution a été présentée par le secrétaire général **David Edwards** et appuyée par **Steffen Handel**, membre du Bureau exécutif.

La résolution a été adoptée.

RÉSOLUTION HABILITANTE N° 3 PROLONGEANT LE MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT INTERNE

Cette résolution a été présentée par le secrétaire général **David Edwards** et appuyée par **Alfonso Cepedes Salas**, membre du Bureau exécutif.

La résolution a été adoptée.

2.5 Présentation du programme et du budget 2024-2028

Le secrétaire général **David Edwards** a tout d'abord défini trois concepts : adaptation à la COVID-19, indexation et passerelle. L'adaptation à la COVID-19 signifie tenir compte de facteurs tels que les restrictions de voyage et les événements en ligne, l'indexation consiste à s'adapter à l'inflation, tandis que la passerelle suppose de couvrir l'année intermédiaire avant le congrès suivant.

Le programme et le budget ont été présentés en vidéo.



The "Bridged" Program

Principles

- 1) Executing a successful 10th World Congress in BSAs
- 2) Winning our Flagship Campaign - *Go Public, Fund Education*
- 3) Support members in the face of myriad challenges & threats
- 4) Guaranteeing the efficacious operations of the Secretariat.

General impact of inflation on EI's budg 2022 and 2023

Program and Budget 2024

Edwards a énuméré quatre lignes de conduite : (1) organiser le 10^e Congrès mondial à Buenos Aires, (2) mener à bien la campagne « *La force du public : ensemble on fait école !* », (3) soutenir les membres menacés ou en situation d'urgence, et (4) assurer le fonctionnement du Secrétariat.

Les cotisations ne peuvent rester gelées, a-t-il déclaré. En Belgique, lorsque l'inflation est supérieure à 2 %, les salaires doivent être indexés. Ils ont ainsi déjà été augmentés de 12 %. Entre 2022 et 2023, les salaires et les coûts ont augmenté de 4 %, soit 65 % du budget. L'augmentation proposée consiste à augmenter de 5 % le taux plafond per capita, ce qui correspondrait à 1 685 EUR par organisation membre et permettrait d'assurer la stabilité des activités du programme.

Les quatre axes stratégiques – système, statut, droits et démocratie, et renouvellement – seront toujours poursuivis en 2024.

S'agissant de l'axe « *système* », il a souligné que le point le plus important était la campagne « *La force du public* », mais il a également mentionné l'austérité, la recherche portant sur le Fonds monétaire international (FMI) et la dette, ainsi que la volonté du secteur privé de s'impliquer dans l'éducation.

S'agissant de l'axe « *statut* », des recommandations seront formulées par un groupe d'enseignant·e·s de haut niveau, un rapport sur la condition des enseignant·e·s et une commission OIT/UNESCO.

S'agissant de l'axe « *droits et démocratie* », Edwards s'attend à de nouvelles violations des droits humains et syndicaux. Il a demandé instamment aux membres de diffuser et d'utiliser le manuel sur les droits humains et syndicaux, et de poursuivre leurs activités en lien avec la problématique du genre.

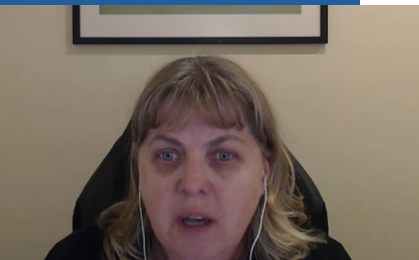
S'agissant de l'axe « *renouvellement* », il a mentionné les outils destinés au renforcement et au renouvellement, ainsi que l'Académie pour les militant·e·s du mouvement syndical (ALMA).

Il a signalé que le financement des événements serait maintenu dans le budget 2024, mais que les postes non pourvus avaient entraîné la suspension de certains travaux.

Edwards a déclaré : « *Toutes les avancées que nous avons pu réaliser ensemble ont nécessité des ressources. Et nous prenons très au sérieux notre rôle de gestionnaire de ces ressources.* »

Interventions

Claire Guéville (SNES-FSU/France) a déclaré que l'IE devait maintenir ses engagements malgré les contraintes budgétaires. Elle estime qu'augmenter les cotisations reste une question délicate, mais tout en comprenant la nécessité de poursuivre les projets et de renforcer la solidarité.



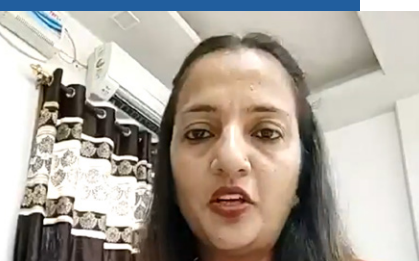
Correna Haythorpe (AEU/Australie) a déclaré que les affiliés devaient prendre leurs activités et responsabilités au sérieux. Elle a marqué son accord en ce qui concerne le budget et l'augmentation des cotisations, afin que l'IE puisse accomplir son travail important.



Risa Fukae (JTU/Japon) a évoqué les programmes de leadership pour la jeunesse et la prochaine génération menés avec des participant·e·s au Japon, à Taïwan, en Corée du Sud et en Mongolie. Les mots clés du discours de David Edwards sont la force organisationnelle et la solidarité, a-t-elle déclaré.



Katarina Murto (OAJ/Finlande) s'est déclarée en faveur d'une gestion financière responsable au sein des syndicats. Elle a approuvé la hausse des cotisations mais espère que ces augmentations ne se poursuivront pas. Elle a ensuite appelé à la transparence des budgets.



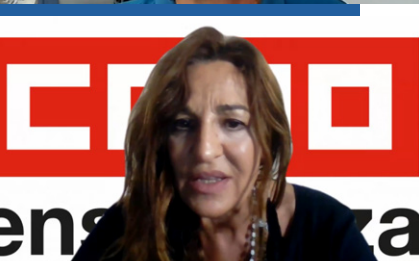
Monika Sharma (AIPTF/Inde) a remercié Edwards d'avoir assisté au congrès des femmes de l'AIPTF et a exprimé son soutien à la campagne « *La force du public* ».



Ida Næss Hjetland (UEN/Norvège) s'est déclarée favorable à l'augmentation des cotisations et aux priorités énoncées par Edwards. Elle a souligné l'urgence d'assurer le financement adéquat de l'enseignement public.



Mário Nogueira (FENPROF/Portugal) a approuvé le plan de l'IE et la campagne « *La force du public* ». Il a évoqué les restrictions salariales touchant les enseignant·e·s, malgré l'augmentation des bénéfices réalisés par les sociétés financières et économiques. Il a souligné l'importance d'améliorer les conditions de travail et les salaires pour attirer des enseignant·e·s qualifié·e·s et assurer leur maintien dans la profession.



Cuqui Vera (FECCOO/Espagne) a annoncé son soutien au leadership et à la position de l'IE et a déclaré que l'IE ne peut se permettre de limiter son action syndicale ou d'autres initiatives car c'est l'avenir de l'éducation qui est en jeu.

Sonia Alesso (Bureau exécutif) a discuté de la dette extérieure en Amérique latine et de son impact sur le financement de l'éducation. Parmi d'autres problèmes, elle a cité la durabilité, la mainmise des entreprises sur les ressources, ainsi que la défense des droits humains.

Svante Tideman (STU/Suède) a affirmé que les coupes budgétaires dans le secteur de l'éducation étaient une solution peu efficace en périodes de crise. Il a décrit les protestations et les avancées en Suède, dans le cadre d'un mouvement mondial pour l'équité et la qualité, opposé à la privatisation.



Eduardo Pereyra (CTERA/Argentine) a approuvé le budget et la campagne pour le financement de l'enseignement public et contre la privatisation et la commercialisation. Il a souligné que bon nombre de pays avaient resserré ou gelé les budgets de l'éducation.



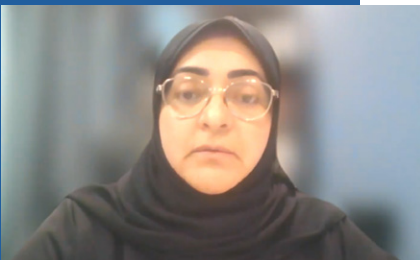
Rossella Benedetti (UIL-SCUOLA RUA/Italie) a déclaré comprendre la nécessité d'augmenter les cotisations, mais tout en précisant que l'IE devait appliquer un calcul des cotisations reflétant les niveaux salariaux des enseignant·e·s. Si le plaidoyer de l'IE est très important, a-t-elle déclaré, son impact varie d'un pays à l'autre.



Jalila Al Salman (Bureau exécutif) s'est exprimée en faveur du programme et du budget. Les enseignant·e·s sont dans une situation critique, a-t-elle souligné, les gouvernements sont réticents à revaloriser leurs salaires et les syndicats sont affaiblis. Elle a appelé à la solidarité et aux synergies entre syndicats.



Souleymane Compaore (SNESS/Burkina Faso) a confirmé que les réunions en personne apportent une valeur ajoutée. Toutefois, a-t-il déclaré, augmenter les cotisations risque de poser un problème dans les pays en développement. Il a qualifié l'éducation de pierre angulaire du développement, mais a rappelé que plusieurs milliers d'écoles avaient fermé leurs portes au Burkina Faso en 2023.



Becky Pringle (NEA/États-Unis) a remercié Hopgood et Edwards d'avoir assisté à la convention de la NEA en Floride, où les droits de lire et d'apprendre sont en passe d'être révoqués. Elle a parlé de la campagne « *La force du public* », de l'équité et de l'accès à l'éducation, mais aussi de la nécessité pour les individus de s'entraider dans des relations horizontales.



Les autres interventions ont été reportées au jour suivant. La deuxième journée de congrès a été clôturée.



le soutien mondial apporté aux syndicats ukrainiens et a encouragé l'IE à poursuivre son aide.

Aissata Sall (UDEN/Sénégal) a adressé ses félicitations au Bureau exécutif pour la mise en œuvre des résolutions, mais a indiqué qu'augmenter les cotisations serait difficile. Elle a souligné la nécessité d'améliorer les capacités en matière de numérisation et de communication à distance et a demandé à l'IE d'encourager la participation à des réunions présentielles.

Basil Manuel (NAPTOSA/Afrique du Sud) a indiqué que son pays rencontrait des problèmes dus à la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation et des taux de change, ainsi que d'autres difficultés dans le secteur de l'éducation. Il a cependant déclaré soutenir pleinement le programme et le budget.

3.2 Réponse à la discussion générale concernant le programme et le budget 2024-2028

David Edwards a remercié les intervenant·e·s pour leur reconnaissance exprimée à l'égard de l'IE.

L'augmentation des cotisations, a-t-il insisté, s'applique uniquement au taux plafond, et non pas au taux plancher.

Durant la pandémie, a-t-il déclaré, la question était de savoir si l'IE pouvait poursuivre ses actions de solidarité et maintenir sa pertinence, mais les données ont révélé « *un renforcement sans précédent* » de l'engagement des membres dans tous les domaines : dénonciation des violations des droits, réponse aux appels à l'action urgente, participation aux webinaires et progrès en matière de ressources linguistiques et de traductions.

Il a assuré que les membres de l'IE prenaient leurs responsabilités très au sérieux, en particulier lorsqu'il s'agit de décider quelles réunions peuvent se tenir en ligne et lesquelles devraient être organisées en personne. D'autres mesures ont été examinées, notamment la possibilité de raccourcir le congrès de deux jours. En réalité, a-t-il déclaré, « *au cours de la période couverte par ce congrès, nous avons pu réaliser une économie de près de 2 millions EUR par rapport à la période précédente* ».

Par ailleurs, il a promis que le bureau de la région Asie-Pacifique serait pleinement doté en personnel et qu'il serait opérationnel d'ici le début du mois d'octobre.

À propos des commentaires des délégué·e·s concernant le courage et les espoirs de l'IE, il a déclaré : « *En réalité, c'est vous*

qui faites preuve de courage. Vous nous donnez espoir. C'est un privilège pour nous de pouvoir vous servir et d'être à vos côtés en ce moment. » Il a ajouté : « Nous devons nous battre sur de nombreux fronts. Mais nous formons une multitude. Nous sommes nombreux et ensemble nous sommes vraiment forts et nous continuerons à avancer ensemble. »

RÉSOLUTION HABILITANTE N° 4 RELATIVE À L'ADOPTION DU PROGRAMME ET DU BUDGET ET AUX TAUX DE COTISATION POUR 2024

La résolution a été présentée par **Edwards** et appuyée par **Maïke Finnern**, membre du Bureau exécutif.

Finnern a déclaré que son syndicat figurait parmi ceux concernés par l'augmentation des cotisations. Elle a cependant souligné que, dans bon nombre de pays, les droits des enseignant·e·s et des syndicats étaient menacés et a insisté sur l'importance de la solidarité. Elle a précisé que les missions et les fonds de solidarité peuvent faire la différence en périodes de crise. Raison pour laquelle elle se déclare favorable à cette augmentation, afin que l'IE puisse poursuivre ses activités.

La résolution habilitante a été adoptée.

3.3 Adoption de la résolution relative au remplacement de la version actuelle des statuts et du règlement intérieur par une version simplifiée

Le 8^e Congrès mondial convoqué à Bangkok a adopté une résolution en vue de reformuler les statuts et le règlement intérieur de l'IE, afin d'y apporter davantage de clarté et de cohérence et d'améliorer l'ordre dans lequel se présentent les différents articles, de manière à les rendre plus accessibles aux organisations membres. Le Bureau exécutif a approuvé la nouvelle version lors de sa 60^e réunion, en novembre 2022. Cette résolution propose que le nouveau texte remplace l'ancien.

RÉSOLUTION HABILITANTE N° 5 RELATIVE AU REMPLACEMENT DES STATUTS ET DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PAR UNE VERSION SIMPLIFIÉE ET CLARIFIÉE

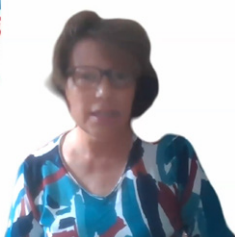
La résolution a été présentée par Mugwena Maluleke, président du Comité des statuts et règlements et vice-président, et appuyée par **Dianne Woloschuk**, membre du Bureau exécutif.



Maluleke a souligné que le nouveau texte ne contenait que des changements rédactionnels. Ces derniers répondent à quatre objectifs : (1) simplifier le texte, (2) moderniser le texte en tenant compte des changements technologiques et des pratiques actuelles, (3) clarifier la formulation, et (4) assurer la cohérence entre les statuts et le règlement intérieur.

Le travail a également consisté à comparer les versions anglaise, française et espagnole, a-t-il déclaré, afin de s'assurer que leurs contenus soient identiques, que leur formulation soit inclusive, qu'ils soient alignés sur les valeurs de l'IE et qu'ils reflètent l'IE en tant qu'organisation. Des modifications ont été apportées aux publications imprimées et aux processus désormais électroniques, en veillant à ce que les mêmes mots soient utilisés pour désigner les mêmes choses et à insérer des références et des liens.

Il a ajouté que des améliorations plus conséquentes pourront être proposées au 10^e Congrès mondial, à Buenos Aires.



Interventions

Odile Cordelier (SNES-FSU/France) a expliqué que la nouvelle version était moins technique, plus accessible, plus inclusive et plus politique. Elle aide l'IE à promouvoir la démocratie, à soutenir les syndicats et à construire de meilleurs systèmes éducatifs. Elle a remercié le personnel et le Secrétariat pour leur travail sans relâche.

Marjolaine Perreault (Bureau exécutif) s'est félicitée du nouveau texte, qui accorde plus d'attention aux personnels de soutien. Elle a déclaré que si l'on souhaite la réussite de chaque élève, notamment ceux et celles ayant des besoins spéciaux, les enseignant·e·s doivent se voir offrir des emplois stables assortis d'un financement suffisant, ainsi que des services adéquats, des pensions garanties et l'égalité des chances.

Najat Ganay (SNE-FDT/Maroc) a félicité l'IE d'avoir organisé un congrès en ligne respectueux de l'environnement et a remercié le comité d'avoir veillé à formuler un texte inclusif. Elle a toutefois insisté sur l'érosion de la démocratie et des droits syndicaux en Tunisie, ainsi que sur la nécessité d'accroître le nombre de femmes au sein du mouvement syndical.

Roberto Baradel (CTERA/Argentine) a salué le travail indispensable de l'IE en matière de solidarité et de participation des femmes. Il a décrit l'oppression des enseignant·e·s et des peuples autochtones, parfois victimes d'enlèvement ou d'emprisonnement.

Mohamed Nouiga (SNE-FDT/Maroc) a évoqué les licenciements et les réductions de salaire au sein de la





communauté éducative en Tunisie et quelques objectifs atteints concernant le statut des enseignant·e·s au Maroc. Il a recommandé que les gouvernements considèrent l'éducation non pas comme un secteur social, mais bien comme un secteur stratégique.



Nadine Molloy (Bureau exécutif) a félicité l'IE pour le travail accompli au cours de ces quatre années difficiles. Elle a déclaré que les statuts et le règlement intérieur étaient comparables à une feuille de route pour l'IE, nécessitant d'être actualisée, pertinente et inclusive.



Magope Maphila (SADTU/Afrique du Sud) estime que la reformulation de ces documents rendra leur accès plus facile et renforcera l'inclusivité parmi le large éventail d'enseignant·e·s et de personnels de soutien.



Saddek Dziri (UNPEF/Algérie) a évoqué la diminution du pouvoir d'achat et les conditions drastiques régissant les prêts internationaux. Il a attiré l'attention sur les difficultés rencontrées par les enseignant·e·s en Palestine et au Yémen et a appelé à la solidarité internationale avec la Tunisie.



Alfonso Cepeda Salas (Bureau exécutif) a expliqué que les modifications apportées au texte précisent comment aborder des questions telles que l'égalité des genres, la technologie et les situations critiques. Il a évoqué les augmentations salariales au Mexique, notamment pour les personnels de soutien.



Abdoul Aziz Camara (SNEEL-CNTS/Sénégal) a mentionné trois points importants : la cohérence entre les statuts et les règles de procédure, le vocabulaire inclusif et les élèves sans papiers au Sénégal.



María Luz González Rodríguez (STES-I/Espagne) a exprimé ses inquiétudes concernant la condition des femmes, la perte potentielle de certains droits et la numérisation, impliquant de grandes entreprises et la collecte d'informations sur les élèves et les enseignant·e·s.

Filbert Bates Baguma (UNATU/Ouganda) a jugé opportuns les changements apportés. Il a invité tout le monde à réfléchir à l'avenir pour faire face à tout ce qui pourrait survenir après la COVID-19, afin de pouvoir instaurer des réformes et orienter les autres.

La résolution a été adoptée.

3.4 Remarques conclusives de la présidente



La présidente **Susan Hopgood** a remercié toutes les personnes qui ont contribué à la réussite de ce congrès, notamment le personnel de l'IE, les interprètes et les délégué·e·s. Elle a expliqué les changements qui se sont avérés nécessaires pour ce congrès en raison des conditions imposées par la COVID-19 et a déclaré : « *Nous nous adaptons et notre capacité à le faire nous permet d'avancer. Un nombre impressionnant de délégué·e·s de toutes les régions et de quasiment tous les pays ont été accredité·e·s et ont participé à ce congrès.* »

Citant le secrétaire général David Edwards, elle a souligné : « *Un système d'enseignement public performant ne se crée pas par hasard. Il faut se battre pour l'obtenir et le défendre.* » Elle a ensuite félicité l'IE pour le travail accompli au cours de ces quatre dernières années : « *Nous avons construit ensemble la connaissance, la réputation, le pouvoir et les alliances au plus haut niveau, afin d'en faire une force non seulement pour l'éducation et le développement durable, mais aussi pour la démocratie.* »

Hopgood a rappelé un objectif majeur : « *La campagne "La force du public : ensemble on fait école !" est un appel urgent lancé aux gouvernements leur demandant d'investir dans l'enseignement public, un droit humain fondamental et un bien public, et plus important encore, d'investir davantage dans les enseignantes et les enseignants, sans lequel·le·s il ne peut y avoir d'éducation de qualité.* » Cela signifie garantir l'application du droit du travail et assurer de bonnes conditions de travail, ainsi que des charges de travail gérables et des salaires décentes : « *Nous travaillons ensemble au-delà des frontières pour que chaque élève puisse avoir droit à un enseignant ou une enseignante qualifié·e dans un environnement d'apprentissage de qualité.* »

Pour Hopgood, « *investir dans le bien commun est crucial pour la démocratie* ».

Elle a ensuite clôturé le congrès.

